

Opinion publique et immigration : les Marocains sont-ils xénophobes ?

Résumé

Cet article a pour objectif d'analyser l'opinion publique marocaine à l'égard de l'immigration. Nos résultats montrent de façon non équivoque qu'une proportion significative des Marocains est hostile aux immigrés. A titre d'exemple, selon les résultats de la dernière vague de l'enquête mondiale sur les valeurs (World value survey, WVS), près d'un Marocain sur quatre (24 %) n'aimerait pas avoir comme voisins des immigrés ou des travailleurs étrangers. Plus préoccupant, ils sont beaucoup plus nombreux (85 %) ceux qui déclarent être favorables à la discrimination à l'égard des travailleurs étrangers en matière d'embauche. Nos résultats révèlent également que cette hostilité traverse toutes les couches de la société et que les Marocains sont relativement plus nombreux à partager certaines idées xénophobes, comparativement aux citoyens d'autres pays, notamment européens.

Introduction

Au cours de ces derniers mois, plusieurs médias nationaux et internationaux ont relaté la montée du racisme à l'égard des immigrés originaires de l'Afrique subsaharienne au Maroc et l'ampleur de la discrimination que ces derniers subissent, particulièrement en matière d'accès au logement. A titre d'exemple, on peut citer l'article «Les migrants africains dénoncent des abus au Maroc» publié le 28 novembre 2012 par le prestigieux quotidien américain le *New York Times* (1) et une série d'autres d'articles diffusés au cours de la même année par le magazine en ligne *SlateAfrique* (2) : «Les étudiants africains, victimes du racisme ordinaire au Maroc», «Maroc: les travailleurs noirs en ont ras-le-bol du racisme», «Les Marocains sont-ils racistes?», «Le racisme anti-noirs se banalise-t-il au Maroc?», «Dans la peau d'un noir au Maroc». D'autres médias dressent le même constat en dénonçant le racisme que subissent les migrants africains au Maroc (3).

Plus préoccupant est le rôle joué par certains médias marocains dans l'alimentation de ce racisme anti-africain par la publication d'articles calquant à la perfection le style et la forme de ceux diffusés de façon récurrente par une certaine presse occidentale au sujet de l'islam ou des immigrés. La bonne illustration est le dossier publié par le magazine *Maroc Hebdo* en novembre

Abdeslam Marfouk

Center for Comparative Immigration Studies (CCIS)
Université de Californie, San Diego (UCSD)
(a.marfouk@skynet.be)

(1) <http://www.nytimes.com/2012/11/29/world/middleeast/african-migrants-in-morocco-tell-of-abuse.html?pagewanted=all&r=2&>

(2) <http://www.slateafrique.com/99053/etudiants-afrique-maroc-rabat-racisme-violences-casa>, <http://www.slateafrique.com/98199/le-peril-noir-se-revolte-au-maroc>, <http://www.slateafrique.com/97823/le-maroc-une-nation-africaine-racisme>, <http://www.slateafrique.com/97581/racisme-anti-noirs-se-banalise-t-il-au-maroc>, <http://www.slateafrique.com/89415/recit-du-racisme-ordinaire-envers-les-noirs-au-maroc-bassirou-ba>

(3) *Jeune Afrique* (20/8/2013) : «Meurtre d'un Sénégalais à Rabat: les actes racistes violents en hausse au Maroc?», *Mali Actualités* (17/6/2012) : «Un Malien tué au Maroc: les noirs persécutés par le racisme ambiant». S'il est impossible de faire un relevé exhaustif des articles traitant ce fléau, cet échantillon illustre la montée inquiétante du racisme anti-africain au Maroc.

(4) A en juger le gros titre de la couverture du magazine : « Le péril noir » et ses sous-titres : « Ils vivent de la mendicité », « Ils s'adonnent au trafic de drogue et de prostitution », « Ils posent un problème humain et sécuritaire pour le pays », illustrés par une photo qui représente le visage d'un migrant subsaharien.

(5) La une de *Maroc Hebdo* a été largement commentée par différents médias internationaux, comme *Courrier international* et *Radio France internationale* (RFI) :

<http://www.courrierinternational.com/article/2012/11/09/pourquoi-le-peril-noir-de-maroc-hebdo-provoque-l-indignation> <http://www.rfi.fr/afrique/20121103-maroc-immigration-hebdomadaire-maroc-hebdo-accuse-racisme>

(6) A cette initiative s'ajoute de nombreuses réactions de citoyens marocains dénonçant le racisme véhiculé par *Maroc Hebdo*, notamment en lançant à travers les différents réseaux sociaux un appel au Boycott du Magazine en question, ou d'autres médias nationaux ; à titre d'exemple Lemag : http://www.lemag.ma/Le-Peril-Noir-la-Une-de-Maroc-Hebdo-qui-cree-la-polemique_a64675.html

(7) Parmi d'autres, *Daily Maroc* (18/7/2013) : « A Casablanca, des propriétaires interdisent la location aux Africains », *L'Economiste* (23/7/2013) : « L'apartheid en plein Casablanca ! », *Le Soir* (25/7/2013) : « Le fléau du racisme », *Camerounvoice*

2012, qui projette, en s'appuyant sur de simples clichés (4), une image très négative de cette composante de l'immigration marocaine (5). Certes, les réactions d'indignation et de protestation de nombreux acteurs marocains suscitées, à juste titre, par le dossier de *Maroc Hebdo* reflètent le rejet du racisme, de la xénophobie et de l'intolérance par une partie des Marocains. Néanmoins, il est important de rappeler que la publication d'articles contenant des propos racistes n'est pas un phénomène tout à fait nouveau. En effet, le 5 septembre 2005, l'hebdomadaire régional du nord du pays, *Ashamal*, avait déjà publié un article « accrocheur » s'intitulant : « Les criquets noirs envahissent le nord du Maroc ». Sans l'ombre d'un doute, ces articles qui expriment clairement des opinions racistes sont un phénomène inquiétant. Cependant, ils ont au moins le mérite de nous révéler la banalisation du racisme à l'égard des Subsahariens au Maroc et de lever le voile sur un sujet tabou.

Au-delà de ces considérations, de nombreux observateurs soulignent que le rejet des Subsahariens vivant au Maroc par une partie de la société est une réalité inquiétante. Dans ce cadre, on peut citer l'initiative de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) qui a publié, en avril 2013, un rapport mettant en évidence, à travers de nombreux témoignages, les humiliations que les Subsahariens subissent quels que soient leur sexe et leur statut social (6). Par ailleurs, de nombreuses anecdotes médiatisées par la presse marocaine montrent clairement que le racisme et la discrimination à l'égard des ressortissants de pays de l'Afrique subsaharienne prennent de l'ampleur. Ainsi, au cours de ces derniers mois, différents médias marocains et internationaux (7) ont relaté que dans le Maroc d'aujourd'hui on observe des dérives de la part de certains syndics et propriétaires d'appartements qui refusent de louer aux ressortissants des pays africains et placardent dans les halls d'immeuble des notes du genre : « Il est strictement interdit de louer aux Africains ».

Dès lors, une question mérite d'être posée : s'agit-il de faits isolés ou d'un phénomène de société important qui ne doit pas être occulté ? Cet article montre, en s'appuyant sur les résultats d'enquêtes auprès de l'opinion publique marocaine, que de nombreux Marocains partagent certaines idées xénophobes. Selon les résultats de la dernière vague de l'enquête mondiale sur les valeurs (World value survey, WVS), réalisée au Maroc en 2007, de nombreux Marocains expriment des opinions très hostiles aux immigrés. Selon cette source, près d'un Marocain sur quatre (24 %) n'aime pas avoir comme voisins des immigrés ou des travailleurs étrangers, et ils sont encore plus nombreux ceux qui ne souhaitent pas avoir comme voisins des personnes de religion différente (37 %) ou parlant une autre langue (27 %). Plus préoccupant, près de neuf Marocains sur dix (85 %) déclarent être favorable à la discrimination à l'égard des travailleurs étrangers en matière d'embauche. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que plus d'un Marocain sur dix

(11 %) souhaite que le gouvernement adopte une politique d'immigration très restrictive visant à interdire l'arrivée de nouveaux immigrés dans le pays. Le reste de l'étude est structuré de la façon suivante : la section 2 examine l'opinion publique par rapport à l'immigration au niveau du Maroc et d'autres pays. La section 3 procède à l'analyse des perceptions des Marocains par rapport aux immigrés. Dans la section 4, un modèle économétrique est estimé afin d'identifier le profil des Marocains intolérants à l'égard des immigrés, en l'occurrence ceux qui déclarent ne pas aimer avoir comme voisins des immigrés et des travailleurs étrangers. Enfin, la dernière section est consacrée aux conclusions.

(20/7/2013) : « Racisme anti-noir au Maroc. Location d'appartements interdite aux Africains », France 24 (18/7/2013) : « A Casablanca, des propriétaires tentent d'interdire la location aux Africains ».

1. Le rejet de l'immigration et des immigrés, un phénomène global

De nombreuses enquêtes nationales et internationales mettent en évidence que l'immigration et les immigrés suscitent de grandes craintes irrationnelles chez de nombreux citoyens occidentaux. Selon un sondage réalisé par Ipsos en juin 2011 (8), si 43 % des Canadiens interrogés jugent que l'immigration est une bonne chose pour l'économie nationale, seulement 18 % des Belges partagent cette idée. Cette proportion est également très faible dans d'autres pays tels que l'Allemagne et les Etats-Unis (23 %), la France (24 %) ou l'Italie (30 %). A l'inverse, ils sont plus nombreux ceux qui estiment que les immigrés exercent une grande pression sur les différents services publics du pays (transports, éducation et santé...), par exemple, les Etats-Unis (66 %), l'Australie (64 %), l'Allemagne (58 %) et le Canada (56 %). Cette proportion culmine à 68 % en Belgique et à 70 % en Espagne (9).

Des informations en provenance d'autres sources tendent à confirmer que de manière générale l'opinion publique considère l'immigration comme une vraie source de problèmes, comme l'attestent les résultats de la dernière vague de l'enquête européenne sur les valeurs (European Value Survey, EVS) : une grande majorité des personnes interrogées dans des pays comme Malte (89 %), Chypre (74 %), Royaume-Uni (64 %), Grèce (62 %), Irlande (56 %), Autriche (55 %), Belgique (54 %) et Allemagne (52 %) estime qu'à l'avenir le nombre des immigrés sera une menace pour la société. Une proportion également importante des personnes interviewées juge que l'immigration représente une menace pour la culture du pays : 49 % en Autriche et au Royaume-Uni, 43 % en Allemagne, 30 % en France et 28 % en Espagne.

Les craintes des Européens sont bien plus importantes en ce qui concerne la menace économique de l'immigration sur les finances publiques. En effet, 92 % des répondants à Malte estiment que les immigrés représentent une charge pour la sécurité sociale du pays. Une large majorité de citoyens

(8) Ce sondage en ligne sur les opinions publiques à l'égard de l'immigration a été réalisé dans 23 pays : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Corée du Sud, Espagne, Etats-Unis, France, Hongrie, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Pologne, Royaume-Uni, Russie, Suède et Turquie.

(9) Dans l'un de ses rapports, l'OCDE (2010) souligne que la diversité des opinions publiques dans les pays ne s'explique pas par des différences d'exposition à l'immigration, ce qui signifie que l'importance de l'immigration ne permet pas d'expliquer les divergences entre les pays en termes de sentiments à l'égard des immigrés.

en Allemagne (71 %), au Royaume-Uni (71 %), en Irlande (70 %) et en Belgique (59 %) partage cette idée. L'effet négatif supposé des immigrés sur la réduction des perspectives d'emplois pour les travailleurs natifs constitue une autre image négative de l'immigration dans l'opinion publique. A titre d'illustration, environ sept personnes sur dix à Chypre (70 %), en Hongrie, à Malte (68 %) sont d'accord avec l'affirmation suivante: «Les immigrés prennent le travail des gens nés dans le pays.» Bien que leur opinion soit moins tranchée, une proportion significative des Grecs (58 %), des Allemands (50 %), des Portugais (48 %), des Espagnols (38 %), des Italiens (35 %) et des Français (23 %) sont du même avis.

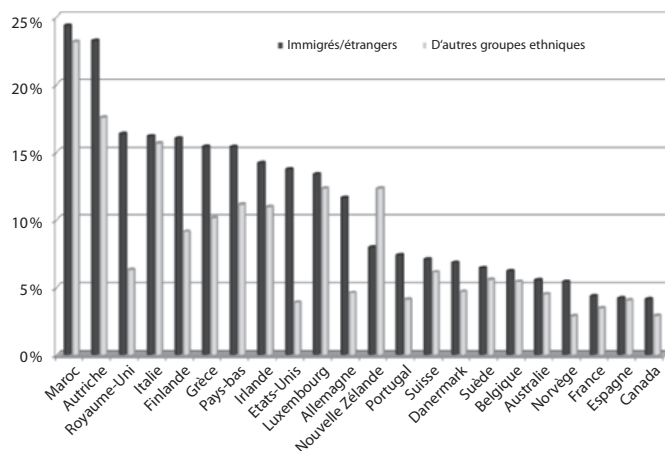
Dans ce contexte, le succès électoral des partis extrémistes hostiles aux immigrés et à l'immigration, par exemple, le Vlaams Belang en Belgique, le Front national en France, le British National Party au Royaume-Uni, l'Union démocratique du centre en Suisse, le Parti pour la Liberté aux Pays-Bas, le Parti du progrès en Norvège, l'Alliance pour l'avenir en Autriche et La Ligue du Nord en Italie n'est pas un phénomène surprenant.

Ces éléments peuvent laisser penser que le rejet de l'immigration serait moins grand dans les pays non occidentaux et plus particulièrement dans les nations dites d'émigration traditionnelle comme le Maroc. En principe, on s'attend à ce que les Marocains soient plus favorables à l'immigration. Est-ce vraiment le cas ? L'enquête mondiale sur les valeurs (World Value Survey, WVS), réalisée au Maroc en 2007, permet de fournir quelques éléments de réponse. Selon cette source, une proportion très significative de Marocains partage certaines idées xénophobes. En effet, un Marocain sur quatre (24 %) ne souhaite pas avoir comme voisins des immigrés ou des personnes de nationalité étrangère, alors que la proportion équivalente ne dépasse pas 4 % au Canada, 5 % en Espagne, en Norvège et en Australie. Au-delà de ce constat, aussi surprenant que cela puisse paraître, selon cet indicateur, le Maroc se positionne loin devant des pays dont les citoyens se distinguent par un faible degré d'ouverture à l'égard des immigrés et de l'immigration ; à titre d'exemple: l'Autriche (23 %), l'Italie (16 %), les Pays-Bas (15 %), l'Allemagne (12 %), le Danemark (7 %), la Belgique (6 %) et la France (4 %) (voir graphique 1).

En toute logique, cette opinion défavorable des Marocains à l'égard des immigrés et des personnes d'origine étrangère devrait être en accord avec leur niveau d'intolérance vis-à-vis des personnes issues d'autres groupes, et c'est le cas puisqu'une proportion presque équivalente (23 %) des Marocains déclare qu'elle n'aimerait pas avoir des voisins d'une «autre race». A titre de comparaison, seuls 3 % des Canadiens, des Français et des Norvégiens partagent cette idée (voir graphique 1).

Graphique 1

Proportion des personnes qui n'aimeraient pas avoir comme voisins des immigrés/étrangers et des personnes d'un autre groupe ethnique (en % du total)

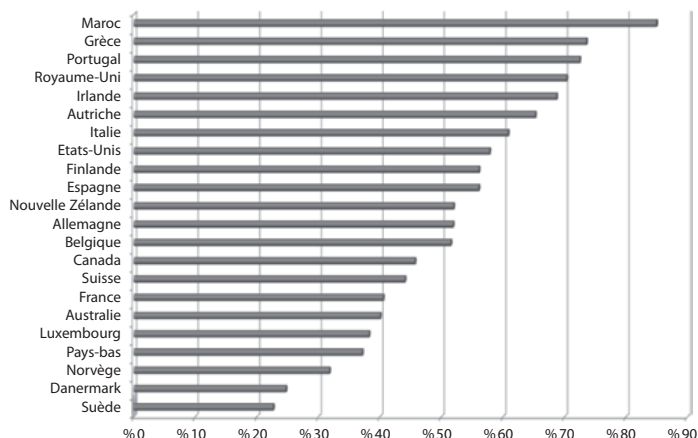


Les données de l'enquête révèlent également qu'une part plus importante des Marocains interrogés est moins disposée à accepter comme voisins des gens qui parlent une langue différente (26%) et que cette intolérance est plus vive à l'égard des personnes d'une autre religion (37%). A titre de comparaison, les proportions équivalentes ne dépassent pas 2% et 3% au Canada, 6% et 3% en Espagne et 3% et 10% aux Pays-Bas. De ces statistiques on peut retenir que les Marocains sont relativement plus nombreux à partager certaines valeurs d'intolérance à l'égard des autres, plus particulièrement ceux croyances religieuses différentes. C'est donc sans surprise que l'on trouve le Maroc parmi les nations où l'opinion publique est très hostile à la société multiculturelle. En effet, plus d'un Marocain sur quatre (25%) considère que la diversité ethnique «casse l'unité du pays», contre 12% seulement aux Etats-Unis et 19% en Australie.

Beaucoup plus préoccupant: près de neuf Marocains sur dix (85%) souhaitent que les employeurs discriminent les travailleurs d'origine étrangère en matière d'embauche et déclarent être d'accord avec l'affirmation: «Quand les emplois sont rares, les employeurs devraient embaucher en priorité des nationaux.» En observant le graphique 2, qui compare les opinions exprimées par les Marocains et les citoyens d'autres pays par rapport à cette discrimination, on remarque que le Maroc arrive en tête devant la Grèce (74%), le Portugal (72%) et le Royaume-Uni (70%). Autre élément qui mérite d'être souligné est le fait qu'au Maroc les personnes partageant cette idée xénophobe sont relativement plus nombreuses même par rapport aux pays connus pour être parmi les plus hostiles à l'immigration tels que les Pays-Bas (37%), la France (41%), la Belgique (52%), l'Italie (61%) et l'Autriche (65%).

Graphique 2

**Proportion des personnes favorables à
la discrimination à l'égard des travailleurs étrangers
en matière d'embauche (en % du total)**



Note: les données relatives au Maroc sont extraites de la dernière enquête mondiale sur les valeurs (World Value Survey, WVS), et les données relatives aux pays européens sont issues de la dernière vague de l'enquête européenne sur les valeurs (European Value Survey, EVS).

Source: WVS et EVS et calculs de l'auteur.

2. Le Maroc: une immigration très faible mais dont le rejet est plus grand

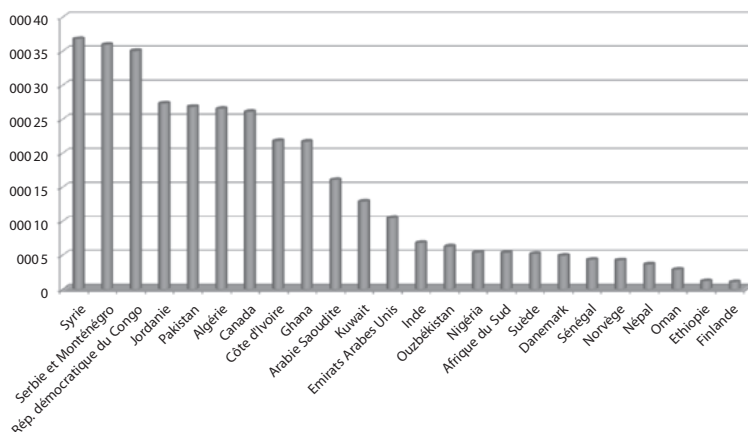
Au préalable, il est important de souligner qu'aussi surprenant que cela puisse paraître, aujourd'hui encore le nombre exact des émigrés marocains dans le monde demeure une vraie inconnue. Certes, des informations à ce sujet peuvent être extraites des rares bases de données internationales qui livrent des informations sur la structure de l'immigration au niveau mondial par pays d'origine et de destination. Cependant, malgré le fait qu'elles soient largement exploitées par les chercheurs et d'autres acteurs, ses sources statistiques souffrent de nombreuses lacunes dont la principale est que l'immigration de la grande majorité des pays d'accueil est basée sur de simples estimations et extrapolations qui ne peuvent livrer qu'une image erronée de la dimension de l'émigration internationale ainsi que sa répartition et de sa répartition géographique, de façon générale, et marocaine, en particulier. La base de données du Centre sur la migration, la globalisation et la pauvreté de l'Université de Sussex (DRC) (10), « Global Migrant origin database Updated march 2007 », en fournit une très bonne illustration. A titre d'exemple, selon cette source, en 2000, le nombre d'émigrés marocains vivant en Syrie (36 785), en Serbie et au Monténégro (35 930), en République démocratique du Congo (35 008) et au Pakistan (26 792) dépasse largement l'effectif des immigrés d'origine marocaine résidant au

(10) Cette version est une actualisation de la base de données développée par Parsons, Skeldon, Walmsley et Winters (2005), « Quantifying the International Bilateral Movements of Migrants, Development Research Centre on Migration », University of Sussex.

Canada (26 050) ou en Arabie saoudite (16 039). De la même manière, il est difficile de croire que la population émigrée marocaine vivant dans des pays comme l'Inde, l'Ouzbékistan (6 249), le Nigéria (5 347) ou l'Afrique du Sud (5 326) surpasse celle résidant en Suède (5 150), au Danemark (4 905) ou au Sénégal (4 315). Ces exemples mettent sérieusement en doute la validité des informations livrées par cette base de données.

Graphique 3

Estimation du nombre d'émigrés marocains par destination, situation en 2000



Source: Global Migrant origin database Updated march 2007:

http://www.migrationdrc.org/research/typesofmigration/global_migrant_origin_database.html

Au regard de ces informations inexactes livrées par cette base de données, il n'est pas surprenant que le DRC tente de désengager sa responsabilité dans une mise en garde où il invite les utilisateurs à garder à l'esprit la faible qualité de ses statistiques avant de tirer leurs conclusions (11). A nos yeux, cette mise en garde est trompeuse, car non seulement elle sous-estime l'ampleur du problème, mais elle semble tout à fait l'occulter en attribuant la faible qualité de ses informations statistiques au simple fait qu'il s'agit de données de stock issues des recensements de la population. Or, le vrai problème est que pour un grand nombre de pays les données livrées par cette base de données consiste en de simples estimations et/ou extrapolations. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que de nombreux travaux de recherche et différentes analyses exploitent cette source statistique en ignorant complètement ses vraies lacunes. Dans ce cadre, on peut citer à titre d'exemple les différentes études « profils migratoires » commanditées par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et financées par la Commission européenne: Afolayn (2009), Ballo (2009), Some (2009), Ngoie et Lelu (2010), parmi d'autres, ou de Haas (2007), Beine, Docquier et Schiff (2008), Pison (2010).

(11) « In essence, the Migration DRC database extends the basic stock data on international migration that is published by the United Nations and is subject to the weaknesses that characterize all stock data derived from censuses. Users need to be fully aware of these weaknesses when drawing conclusions from the data. The Migration DRC accepts no responsibility for the quality of the data sources »: http://www.migrationdrc.org/research/typesofmigration/global_migrant_origin_database.html

Dès lors, une question se pose : quel crédit peut-on accorder aux conclusions et aux recommandations de ces différentes études ?

Au-delà de ces considérations et en résumé, il est impossible de donner une image fidèle et complète de l'émigration marocaine dans le monde en s'appuyant sur ces sources statistiques (12). D'ailleurs, une simple comparaison des informations extraites de deux de ces sources pour un échantillon de pays de destination témoigne que les estimations relatives à l'émigration marocaine sont entachées d'une très grande imprécision. A titre d'exemple, les données du tableau 1 montrent que d'après les données de l'Université de Sussex le nombre d'émigrés marocains vivant en Libye (67 000) est 19 fois supérieur aux estimations des Nations Unies. Cet écart est beaucoup plus important pour la Jordanie (38 fois), l'Algérie (49 fois), la Syrie (52 fois) et plus encore pour l'Ouzbékistan (169 fois) et le Ghana (433 fois).

Tableau 1

Nombre d'émigrés marocains par destination, situation en 2000

Pays de résidence	Base de données de l'Université de Sussex (DRC) : « Global Migrant origin database Updated march 2007 »	Base de données des Nations Unies : « Trends in International Migrant Stock: Migrants by Destination and Origin »
Libye	67 207	3 525
Syrie	36 785	711
Jordanie	27 294	727
Algérie	26 502	539
Ghana	21 667	50
Ouzbékistan	6 249	37
Gabon	4 170	363

Source : Global Migrant origin database Updated march 2007 et Nations Unies : http://www.migrationdrc.org/research/typesofmigration/global_migrant_origin_database.html POP/DB/MIG/Stock/Rev.2012

Toutefois, hormis ce problème de données statistiques, plusieurs indicateurs, basés sur les données officielles de différents instituts de statistiques nationaux, convergent pour mettre en évidence que le Maroc est l'un des principaux pays d'émigration au monde. Selon les statistiques d'entrées annuelles des migrants (flux), au total, quelque 5,1 millions de personnes étrangères ont été admises dans la zone de l'OCDE, en 2011, parmi eux 110 000, ou 2,1 %, sont d'origine du Maroc (tableau 2). Ce qui classe le Maroc au 9^e rang a devancé, à l'exception de la Roumanie, par des pays figurant parmi les nations les plus peuplées au monde tels que la Chine, l'Inde, les Etats-Unis, le Mexique et les Philippines. Si l'on tient compte de la taille de la population, en comparant les parts de chaque pays dans l'immigration et dans la population mondiale, le Maroc gagne 5 places et se retrouve ainsi au 4^e rang, derrière deux pays européens, la Roumanie et la Pologne (13), et un pays asiatique, les Philippines. Les données désagrégées

(12) A ceci on peut ajouter qu'en définissant le statut d'une personne immigrée sur la base du critère du lieu de naissance et en s'écartant de la définition officielle française qui considère un double critère, le lieu de naissance et la nationalité à la naissance des individus, ces bases de données surestiment dans une large mesure l'émigration marocaine en France. Les données de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) donnent une idée de l'ampleur de cette surestimation. D'après les statistiques de l'INSEE en 2009, le nombre d'immigrés d'origine marocaine résidant en France est évalué à 663 985, alors que le nombre des personnes nées au Maroc est de 879 301.

(13) Sachant que les citoyens espagnols et italiens bénéficient du régime de libre circulation qui facilite leur émigration vers les Etats membres de l'Union européenne.

par destination révèlent que le Maroc est le quatrième principal pays d'origine des flux migratoires à destination de la Belgique, le deuxième pays le plus important en France en Espagne et en Italie (14) (tableau 3).

Les statistiques relatives à la structure de la population immigrée (les données de stock) renforcent ce constat. Ainsi, en 2010, le Maroc arrive en tête des pays d'origine en Belgique, le deuxième en France et en Espagne et le troisième en Italie et aux Pays-Bas. Au total, le nombre d'immigrés d'origine marocaine vivant dans ces cinq pays est évalué à 2,1 millions de personnes (tableau 4). Pourtant, malgré son importance, cet effectif ne représente que la face visible de l'iceberg, dans la mesure où de nombreux émigrés marocains résident dans d'autres pays de l'OCDE, par exemple, 91 000 en Allemagne, 63 910 aux États-Unis, 40 570 au Canada et 15 725 en Suisse (15).

En revanche, le Maroc n'accueille que très peu d'immigrés. Selon les données provenant de sources officielles marocaines, l'effectif de la population étrangère résidant légalement au Maroc en 2012 est de 79 241 personnes. Certes ce chiffre ne tient pas compte des personnes qui se trouvent en situation irrégulière et dont l'effectif est évalué par le ministère marocain de l'Intérieur à 15 000 (16). Ce qui signifie que même en intégrant cette dernière composante, le nombre total d'étrangers vivant au Maroc n'atteint même pas 95 000 (17). Bien que les populations immigrée et étrangère ne se confondent pas totalement, ces chiffres mettent en évidence que l'immigration marocaine est très modeste. Ce qui est confirmée par les estimations des Nations Unies (18) qui révèlent qu'en 2010, dernière année disponible, la population immigrée marocaine est de 49 098 personnes, soit 0,2 % de la population marocaine résidente (19). A titre de comparaison, le poids de l'immigration dans la population résidente avoisine 27 % en Australie et en Suisse, 23 % en Nouvelle-Zélande, 20 % au Canada, 15 % en Espagne et en Suède.

Dans ce contexte, l'appartenance du Maroc, nation d'émigration, au club des pays qui se caractérisent par une opinion publique hostile aux immigrés et à l'immigration est une situation que l'on peut qualifier de paradoxale. Les données du graphique 4 en fournissent une bonne illustration.

Alors, que plus d'un Marocain sur dix (11 %) souhaite que le gouvernement marocain adopte une politique d'immigration très restrictive interdisant aux personnes étrangères de venir s'installer dans le pays, cette proportion ne dépasse pas 1 % en Suisse et en Suède, 2 % en Australie et au Canada et 6 % dans le pire des cas (États-Unis, Espagne et Allemagne). Cependant, il nous semble important de souligner que la situation du Maroc ne constitue pas un cas particulier. En effet, plusieurs médias dénoncent de façon récurrente l'ampleur du racisme anti-africain au niveau d'autres pays d'émigration tels que la Tunisie ou l'Algérie (20). Mais au-delà de cet élément, on peut constater qu'il existe une relation négative entre la taille de l'immigration et la proportion des personnes qui sont contre l'arrivée de nouveaux immigrés dans le pays ; dit autrement, moins l'immigration est importante plus son niveau de rejet est grand (graphique 5).

(14) Le Maroc est le premier pays d'origine non-européen de la population immigrée belge, espagnole et italienne.

(15) La source de ces données est la Division des migrations internationales de l'OCDE.

(16) Ces données sont extraites du rapport de l'Association marocaine des droits humains, AMDH (2013) : www.2.ohchr.org/english/bodies/cmw/docs/.../AMDH_Morocco18.doc

(17) Il est bien connu qu'un immigré n'est pas forcément étranger et qu'un étranger n'est pas nécessairement un immigré.

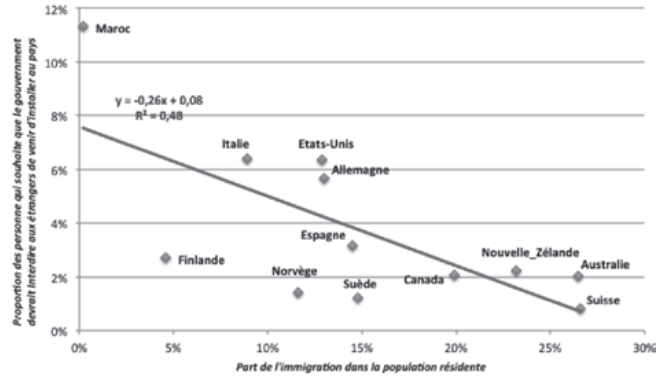
(18) A défaut de disposer d'une évaluation officielle de la population immigrée selon les sources statistiques marocaines, nous nous référons aux données des Nations Unies.

(19) Dit autrement, les immigrés marocains représentent à peine de 2 % des émigrés marocains vivant dans cinq pays de l'OCDE seulement (Belgique, Espagne, France, Italie et Pays-Bas).

(20) Voir, par exemple, *Al Huffington Post Maghreb* (23/7/2013) : « Le racisme envers les noirs en Tunisie, une réalité occultée », *SlateAfrique* (24/6/2013) : « Le racisme contre les noirs : une honte pour la Tunisie », *Jeune Afrique* (12/7/2004) : « Être noir en Tunisie », *SlateAfrique* (15/11/2012) : « Les Algériens sont-ils racistes ? »

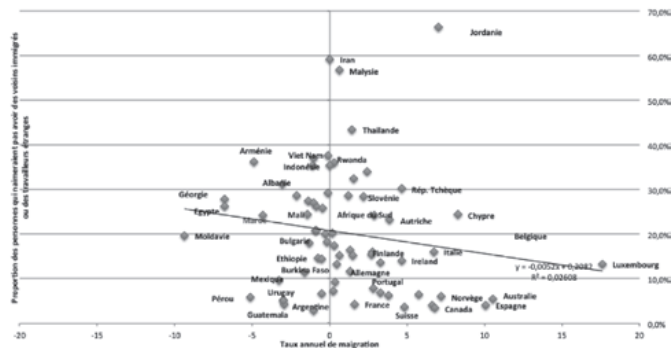
Graphique 4

Relation entre la taille de l'immigration (immigrés en % de la population résidente) et la proportion des personnes qui souhaitent que le gouvernement interdise aux étrangers de s'établir dans le pays



Graphique 5

Lien entre immigration (taux annuel de migration) et la proportion des personnes qui n'aimeraient pas avoir des voisins immigrés ou des travailleurs étrangers



Source: OCDE pour la taille de l'immigration, Nations Unies pour les taux annuels de migration et Enquêtes européenne et mondiale sur les valeurs (EVS et WVS) pour les autres indicateurs et calculs de l'auteur.

A l'exception d'un nombre limité de cas, en général dans de nombreux pays qui se caractérisent par un solde migratoire négatif, c'est-à-dire où les départs « emigration » excèdent les arrivées « immigration », tels que l'Albanie, l'Egypte, la Géorgie, l'Indonésie ou le Mali, l'opinion publique est moins favorable aux immigrés et à l'immigration. Cette relation est illustrée par le graphique 6 qui met en parallèle le taux annuel de migration nette et la proportion des personnes qui souhaitent ne pas avoir comme voisins des immigrés ou des travailleurs étrangers. A l'opposé, les citoyens de certains pays dont le solde migratoire est positif comme l'Allemagne, le Canada, les Etats-Unis, l'Italie, le Luxembourg ou la Suisse semblent relativement moins défavorables aux immigrés.

Tableau 2

Le Maroc, un des principaux pays d'émigration au niveau mondial

Rang	Pays d'origine	Immigration vers les pays de l'OCDE 2011 (en milliers)	% du total des entrées dans l'OCDE 2011	% de la population mondiale 2011	Différence (points de pourcentage)	Rang de la différence (203 pays)
1	Chine	529	10,28	19,41	-9,13	202
2	Roumanie	310	6,04	0,31	5,73	1
3	Pologne	274	5,34	0,55	4,78	2
4	Inde	240	4,67	17,72	-13,05	203
5	Mexique	161	3,13	1,64	1,48	6
6	Philippines	159	3,09	1,35	1,74	3
7	Etats-Unis	135	2,63	4,53	-1,90	200
8	Allemagne	114	2,23	1,19	1,03	10
9	Maroc	110	2,14	0,46	1,68	4
10	Royaume-Uni	107	2,08	0,90	1,18	7
11	Pakistan	105	2,04	2,51	-0,47	188
12	France	96	1,86	0,91	0,95	11
13	Vietnam	94	1,83	1,27	0,56	22
14	Bulgarie	90	1,75	0,11	1,64	5
15	Italie	84	1,63	0,88	0,75	17
16	Corée	70	1,37	0,70	0,67	18
17	Fédération de la Russie	68	1,32	2,07	-0,74	194
18	Pérou	68	1,32	0,42	0,90	12
19	Hongrie	67	1,30	0,14	1,15	8
20	Colombie	66	1,28	0,67	0,61	20
21	Ukraine	65	1,27	0,66	0,61	19
22	Brésil	65	1,26	2,82	-1,56	199
23	République dominicaine	63	1,22	0,14	1,07	9
24	Turquie	60	1,17	1,05	0,12	64
25	Thaïlande	52	1,01	1,00	0,01	105
26	Espagne	51	0,99	0,67	0,33	36
27	Portugal	50	0,97	0,15	0,81	13
28	Bangladesh	49	0,96	2,15	-1,19	196
29	Cuba	49	0,96	0,16	0,79	14
30	Iraq	48	0,93	0,46	0,47	25
31	Nouvelle-Zélande	44	0,85	0,06	0,79	15
32	Iran	43	0,84	1,08	-0,25	180
33	Canada	43	0,83	0,49	0,34	34
34	Lituanie	42	0,81	0,05	0,76	16
35	Nigéria	39	0,75	2,29	-1,54	198

Rang	Pays d'origine	Immigration vers les pays de l'OCDE 2011 (en milliers)	% du total des entrées dans l'OCDE 2011	% de la population mondiale 2011	Différence (points de pourcentage)	Rang de la différence (203 pays)
36	Grèce	39	0,75	0,16	0,58	21
37	Algérie	35	0,69	0,51	0,17	51
38	Sri Lanka	35	0,69	0,30	0,38	31
39	Haïti	33	0,65	0,14	0,50	23
40	Pays-Bas	33	0,63	0,24	0,39	28
41	Japon	33	0,63	1,83	- 1,20	197
42	Egypte	31	0,60	1,17	- 0,58	191
43	République slovaque	30	0,58	0,08	0,50	24
44	Equateur	30	0,58	0,21	0,37	33
45	Népal	29	0,57	0,43	0,14	55
46	Indonésie	28	0,55	3,47	- 2,92	201
47	Afghanistan	27	0,53	0,45	0,08	75
48	Australie	27	0,53	0,32	0,21	45
49	Albanie	24	0,47	0,05	0,42	26

Source: OCDE.

Tableau 3

Entrées de personnes étrangères par nationalité en milliers, 2011

France		Italie		Espagne		Belgique	
Algérie	20,5	Roumanie	60,9	Roumanie	90,1	France	13,8
Maroc	17,4	Maroc	43,2	Maroc	23,9	Roumanie	10,9
Tunisie	9,7	Pakistan	16,9	Chine	20,1	Pays-Bas	9,5
Chine	5,3	Chine	16,7	Ukraine	17,9	Pologne	9,3
Turquie	5,3	Royaume-Uni	16,6	Albanie	16,6	Maroc	8,5
Mali	5,1	Colombie	16,1	Moldavie	15,0	Espagne	5,3
Sénégal	4,1	Italie	13,1	Inde	13,3	Italie	4,7
Cameroun	3,9	Bulgarie	11,9	Philippines	10,4	Bulgarie	4,3
Haïti	3,8	République dominicaine	11,7	Bangladesh	10,3	Allemagne	3,1
République démocratique du Congo	3,8	Brésil	9,8	Egypte	9,6	Portugal	3,1
Côte d'Ivoire	3,6	Paraguay	9,8	Pérou	8,7	Turquie	2,9
Fédération de Russie	3,5	Pérou	9,3	Pakistan	7,5	Etats-Unis	2,6
Etats-Unis	2,9	Allemagne	9,1	Brésil	7,1	Inde	2,3
Serbie	2,6	Equateur	8,8	Sri Lanka	6,8	Royaume-Uni	2,1
Sri Lanka	2,3	France	8,6	Sénégal	6,6	Chine	1,6
Autres	48,3	Autres	153,8	Autres	90,6	Autres	34,0
Total	142,0	Total	416,3	Total	354,3	Total	117,9

Source: OCDE.

Tableau 4

Nombre d'émigrés par origine, en milliers, 2010

Origine	Belgique	Origine	France	Origine	Italie	Origine	Pays-Bas	Origine	Espagne
Maroc	189,1	Algérie	721,8	Roumanie	847,5	Turquie	197,4	Roumanie	810,3
France	175,0	Maroc	664,0	Albanie	482,4	Suriname	186,2	Maroc	769,1
Pays-Bas	126,4	Portugal	584,7	Maroc	355,9	Maroc	167,7	Equateur	480,6
Italie	120,2	Italie	311,2	Allemagne	209,2	Indonesie	137,8	Royaume-Uni	392,9
Turquie	97,0	Espagne	252,3	Ukraine	149,9	Allemagne	122,3	Colombie	374,0
Allemagne	84,2	Turquie	242,3	Pologne	122,5	Pologne	66,6	Argentine	286,4
Rép, démocratique du Congo	81,3	Tunisie	236,5	Philippines	120,0	Ex-Yougoslavie	52,7	Allemagne	251,1
Pologne	57,7	Royaume-Uni	151,4	Inde	115,9	Belgique	50,0	France	228,1
Fédération de Russie	51,1	Allemagne	127,0	Moldavie	108,4	Ex-URSS	45,6	Pérou	198,1
Espagne	38,8	Belgique	108,8	Equateur	102,0	Chine	44,7	Bolivie	202,7
Roumanie	37,7	Pologne	92,1	Pérou	94,0	Royaume-Uni	47,2	Bulgarie	165,7
Portugal	28,3	Chine	84,8	Chine	92,5	Irak	41,0	Chine	160,8
Algérie	24,3	Sénégal	78,2	Tunisie	83,2	Afghanistan	31,8	Vénézuela	159,3
Royaume-Uni	23,6	Viêtnam	75,0	Egypte	81,5	Iran	26,2	Rép, dominicaine	141,2
Bulgarie	18,7	Haïti	65,1	Serbie	75,6	Etats-Unis	24,9	Portugal	146,3
Autres	475,4	Autres	1 547,1	Autres	1 758,2	Autres	626,6	Autres	1 911,2
Total	1 628,8	Total	5 342,3	Total	4 798,7	Total	1 868,7	Total	6 677,8

Source: OCDE.

Note: L'immigration se réfère au lieu de naissance des individus, à l'exception de la France pour laquelle la définition retenue par le Haut Commissariat et adoptée par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) est plus restrictive dans la mesure où elle combine le lieu de naissance et la nationalité à la naissance des personnes. Les données relatives à la France proviennent de l'INSEE et correspondent à l'année 2009.

3. Qui est moins tolérant à l'égard des immigrés ?

Pour répondre à cette question, nous nous sommes appuyés sur les données marocaines de la dernière vague de l'enquête mondiale sur les valeurs pour estimer un modèle économétrique où la variable dépendante prend la valeur 1 si la personne interrogée « n'aime pas avoir comme voisins des immigrés ou des travailleurs étrangers » et 0 sinon. Dans la mesure où la variable dépendante est qualitative, nous avons estimé un modèle probit qui permet d'évaluer les effets de différentes variables sur la probabilité que l'individu en question n'accepte pas les immigrés/travailleurs étrangers comme voisins. Comme variables explicatives, nous avons considéré l'âge

(21) En principe, les personnes immigrées ou de nationalité étrangère sont relativement moins plus favorables à l'immigration. Sur ce point voir, par exemple, Marfouk (2013). Malheureusement, l'enquête mondiale sur les valeurs ne contient aucune information sur ces variables modératrices, plus précisément sur le lieu de naissance et la nationalité des répondants. En revanche, cette source permet de distinguer sur la base du lieu de naissance des parents les personnes issues de l'immigration.

(22) Cette variable correspond aux réponses individuelles à la question suivante : parlant de la question de la diversité ethnique, avec laquelle des considérations suivantes êtes-vous d'accord ? Veuillez utiliser l'échelle qui suit pour indiquer votre point de vue. L'échelle varie de 1 = la diversité ethnique casse l'unité d'un pays à 10 = la diversité ethnique enrichit la vie.

(23) Une définition des différentes variables se trouve en annexe.

(24) Dans le cadre de cette enquête 1 200 personnes ont été interrogées dans 9 régions marocaines selon la répartition suivante : Grand Casablanca (22 %), Marrakech-Tensift-Al Haouz (17 %), Rabat-Salé-Zemmour-Zaër (11 %), Doukkala-Abda (11 %), Gharb-Chrarda-Beni Hssen (10 %), Meknès-Tafilalet (8 %), Fès-Boulemane (7 %), Tanger-Tétouan (7 %) et Chaouia-Ouardigha (6 %).

(25) Dans le modèle probit, les valeurs

du répondant, son sexe, le lieu de naissance de ses parents (21), son niveau d'éducation et de revenu ainsi que sa situation sur le marché du travail et son degré de confiance envers les personnes d'une autre religion ou d'une autre nationalité. Nous avons également introduit d'autres variables qui permettent de capter le degré d'opposition des personnes interrogées à la diversité ethnique (22) et leur hostilité envers les gens issus d'autres groupes ethniques et de confession religieuse différente ou parlant une autre langue (23).

Indépendamment des facteurs individuels, les caractéristiques du lieu de résidence des individus (degré de développement, conditions de vie, taille de la population immigrée...) sont susceptibles d'influer sur les attitudes de ces derniers à l'égard des immigrés. Pour appréhender cet effet du contexte local, à l'échelle des régions marocaines (24), nous avons introduit dans le modèle des variables muettes qu'on appelle « effets fixes ».

Que révèlent nos résultats ? Le tableau 5 présente les effets marginaux des différentes variables indépendantes sur la probabilité d'être intolérant (25). Dans la première régression (équation 1), nous avons pris en compte uniquement les caractéristiques démographiques des individus à savoir le sexe, l'âge et le lieu de naissance des parents. Les autres spécifications prennent en considération d'autres variables et permettent de dériver l'équation finale (équation 8).

L'analyse des résultats des différentes estimations atteste que plusieurs facteurs expliquent le niveau d'intolérance des individus à l'égard des immigrés. Comme on pouvait s'y attendre, toutes choses égales par ailleurs, le fait d'avoir de l'aversion pour le voisinage de personnes de religion différente se traduit par une augmentation de la probabilité de ne pas aimer habiter à côté d'immigrés ou de travailleurs étrangers de l'ordre de 10 %. L'augmentation de cette probabilité est plus importante lorsque la personne a de l'aversion pour le voisinage de personnes « de race différente » (16 %) ou « parlant une langue différente » (31 %) (équation 8).

L'opposition à la diversité ethnique se révèle être également un facteur qui influe positivement sur la probabilité que la personne interrogée déclare ne pas souhaiter des voisins immigrés. Ainsi, le fait de considérer que « la diversité ethnique casse l'unité du pays » se traduit par une augmentation de 13 % de la probabilité d'être hostile aux immigrés et aux personnes d'origine étrangère. Le signe négatif associé à l'âge traduit que la probabilité de ne pas aimer avoir comme voisins des immigrés ou des travailleurs étrangers diminue à mesure que l'âge augmente (équation 8).

Par ailleurs, on peut noter qu'être de sexe féminin augmente de 4 % la probabilité du rejet des immigrés comme voisins (26), et, comme on pouvait s'attendre, le fait que la personne soit issue de l'immigration influence négativement (au seuil de 5 %) cette même probabilité. L'examen des effets marginaux laisse apparaître que cette variable modératrice contribue à réduire la probabilité que la personne en question soit hostile aux immigrés de l'ordre de 13 % (équation 1). Cependant, les effets de ces deux variables ne sont pas

robustes dans la mesure où ils deviennent non statistiquement significative lorsqu'on prend en considération d'autres indicateurs (équation 2).

Les résultats des estimations indiquent également que le niveau d'éducation de la personne interrogée ainsi que son niveau de revenu et sa situation sur le marché du travail n'ont pas d'effet statistiquement significatif sur le niveau d'hostilités à l'égard des immigrés (équations 3 à 5).

A ce stade, il est important de souligner que cette analyse qui s'appuie sur les résultats de l'enquête mondiale sur les valeurs, réalisée au Maroc, comporte des limites. Tout d'abord, celles mises en avant par Pierre Bourdieu dans son célèbre article « L'opinion publique n'existe pas », à savoir que toute enquête d'opinion postule que les questions posées intéressent tous les gens c'est-à-dire que chaque individu est en mesure de produire une opinion sur tout sujet. Par ailleurs, l'agrégation des réponses individuelles suppose implicitement que les opinions exprimées par les différentes personnes sont équivalentes. C'est exactement ce que Bourdieu conteste.

A ces différentes limites vient s'ajouter le fait que l'enquête exploitée dans le cadre de cette étude ne permet qu'un examen partiel de l'opinion publique marocaine à l'égard des immigrés, dans la mesure où son module immigration ne contient qu'un nombre très limité de questions centrées sur cette composante de la population marocaine. Par exemple, de nombreuses questions centrales ne figurent pas, notamment celles qui auraient permis de capter les perceptions des Marocains sur la taille de l'immigration et la menace qu'elle est censé représenter pour la culture du pays et la société en général ainsi que sur ses effets, notamment sur les finances publiques du pays, les perspectives d'emploi des natifs et la hausse de la criminalité. Or, justement, comme l'a montré Marfouk (2013) dans une étude centrée sur les pays européens, l'image déformée de l'opinion publique sur la dimension de l'immigration et sur ses effets économiques et non-économiques expliquent, dans une large mesure, le rejet des immigrés et de l'immigration.

Par ailleurs, à défaut de disposer de l'information nécessaire, certaines caractéristiques relatives aux personnes interrogées par l'enquête ne peuvent pas être prises en considération dans l'analyse des facteurs déterminants de l'hostilité à l'égard des immigrés ; par exemple, on ignore si le répondant est immigré ou non et s'il est de nationalité marocaine ou étrangère. Or, de nombreuses études mettent en évidence que les non-natifs et les non-nationaux sont relativement plus favorables aux immigrés et à l'immigration.

Cependant, malgré ces limites qu'il faut garder à l'esprit, cette enquête a le mérite de centrer le regard sur un problème de société qui mérite une attention particulière de la part de différents acteurs marocains (chercheurs, médias, décideurs publics, organismes de lutte contre les discriminations et le racisme, associations pour la défense des droits de l'homme). Cette étude constitue un pas dans cette direction.

numériques des coefficients ne sont pas directement interprétables, comme c'est le cas dans les régressions linéaires. Les signes de ces coefficients et leur degré de significativité indiquent simplement la nature du lien entre les variables indépendantes et la probabilité de réalisation de l'événement étudié et si ce lien est statistiquement significatif. L'évaluation de l'impact de la variation des variables explicatives sur l'augmentation ou la diminution de cette probabilité se fait à travers les effets marginaux.

(26) Cependant cet effet n'est statistiquement significatif qu'au seuil de 10 %.

Tableau 5

**Effets des différents facteurs sur la probabilité que la personne n'aimerait pas avoir
comme voisins des immigrés ou des travailleurs étrangers**

Effets marginaux – modèle probit

	Equation 1	Equation 2	Equation 3	Equation 4	Equation 5	Equation 6	Equation 7	Equation 8
Age	0,0005 (0,0009)	-0,0014 (0,0010)	-0,0013 (0,0010)	-0,0011 (0,0010)	-0,0013 (0,0010)	-0,0018 (0,0011)	-0,0019* (0,0011)	-0,0027** (0,0013)
Femme	0,0425* (0,0243)	0,0167 (0,0246)	—	—	—	—	—	—
Issu de l'immigration	-0,1340** (0,0639)	-0,1090 (0,0724)	—	—	—	—	—	—
N'aimerait pas avoir des voisins de "race" différente	—	-0,3030*** (0,0387)	0,2990*** (0,0390)	0,3020*** (0,0390)	0,3020*** (0,0391)	0,3110*** (0,0426)	0,3080** (0,0453)	0,3150*** (0,0494)
N'aimerait pas avoir des voisins de religion différente	—	0,1090*** (0,0308)	0,1140*** (0,0310)	0,1130*** (0,0308)	0,1140*** (0,0308)	0,1030*** (0,0344)	0,1210*** (0,0346)	0,1010*** (0,0385)
N'aimerait pas avoir des voisins parlant une langue différente	—	0,1870*** (0,0345)	0,1930*** (0,0349)	0,1920*** (0,0348)	0,1920*** (0,0348)	0,1960*** (0,0382)	0,1640*** (0,0392)	0,1600*** (0,0436)
Faible revenu	—	—	-0,0131 (0,0259)	—	—	—	—	—
Revenu élevé	—	—	-0,0495** (0,0679)	—	—	—	—	—
Faible éducation	—	—	—	-0,0485 (0,0427)	-0,0541 (0,0441)	—	—	—
Éducation supérieure	—	—	—	-0,0921 (0,0466)	-0,0920** (0,0468)	—	—	—
Chômeur	—	—	—	—	0,0804 (0,1020)	—	—	—
Retraité	—	—	—	—	0,0454 (0,1030)	—	—	—
Statut indépendant	—	—	—	—	0,0173 (0,0311)	—	—	—
Se considère comme citoyen du monde	—	—	—	—	—	-0,0867*** (0,0295)	—	-0,0980*** (0,0316)
Diversité ethnique casse l'unité du pays	—	—	—	—	—	—	0,1400*** (0,0424)	@0,1260*** (0,0424)
Effets fixes (échelle des régions)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Nombre d'observations	1,190	1,159	1,154	1,159	1,158	941	930	756

Note: Issu de l'immigration : dont l'un des parents est immigré. Niveau de satisfaction de la vie correspond à la réponse à la question « Tout bien considéré, à quel point êtes-vous satisfait ou pas satisfait de la vie que vous menez en ce moment ? ». Entre parenthèses les valeurs absolues de la statistique-t ; ***, **, * respectivement significatifs aux seuils de 1 %, 5 % et 10 %.

Conclusion

Au cours de ces derniers mois, plusieurs médias nationaux et internationaux ont relaté à travers de nombreux cas la montée du racisme à l'égard des immigrés originaires de l'Afrique subsaharienne au Maroc et l'ampleur de la discrimination que ces derniers subissent, notamment en matière d'accès au logement. De nombreux indicateurs convergent pour mettre en évidence qu'il ne s'agit pas de simples anecdotes mais que le rejet de l'immigration est un phénomène de société.

En s'appuyant sur les résultats d'enquêtes auprès de l'opinion publique cette étude montre que de nombreux Marocains partagent certaines idées xénophobes. Quelques exemples frappants, selon la dernière vague de l'enquête mondiale sur les valeurs (World Value Survey, WVS), réalisée au Maroc en 2007, près d'un Marocain sur quatre (24 %) n'aime pas avoir comme voisins des immigrés ou des travailleurs étrangers, et ils sont plus nombreux ceux qui ne souhaitent pas comme voisins des personnes de religion différente (37 %) ou parlant une autre langue (27 %). Selon la même source, un Marocain sur dix (11 %) souhaite que le gouvernement adopte une politique d'immigration très restrictive qui vise à interdire l'arrivée de nouveaux immigrés dans le pays. Plus préoccupant, près de 9 Marocains sur dix (85 %) déclarent être favorable à la discrimination à l'égard des travailleurs étrangers en matière d'embauche. Ces statistiques indiquent clairement que le sentiment anti-immigré est une réalité marocaine qui ne peut pas être occultée. Ce que l'on peut qualifier de situation paradoxale pour un pays d'émigration traditionnelle censé donner l'exemple en matière de respect des droits des immigrés.

Nos résultats révèlent également, aussi surprenant que cela puisse paraître, que les Marocains sont relativement plus nombreux à partager certaines idées xénophobes, comparativement aux citoyens d'autres pays, notamment européens, tels que les Pays-Bas, la France, la Belgique, l'Italie et l'Autriche où les parties extrémistes hostiles aux immigrés et à l'immigration obtiennent des succès électoraux tant aux élections locales que nationales.

Sans l'ombre d'un doute, les attitudes négatives à l'égard des immigrés sont principalement le fruit de la xénophobie et de l'intolérance, mais les perceptions erronées sur la dimension de l'immigration et son impact économique et non-économique sur la société marocaine peuvent s'avérer des facteurs déterminants du rejet des immigrés par l'opinion publique marocaine. Ce qui plaide donc en faveur de campagnes de sensibilisation qui viseraient à remettre en cause les idées fausses à l'égard de l'immigration en s'appuyant sur les résultats des études. Tout effort entrepris dans ce domaine serait d'un grand intérêt non seulement pour les chercheurs mais également pour les décideurs publics et les différents autres acteurs préoccupés par la montée du racisme et de la xénophobie au Maroc.

Annexe

– La variable issue de l’immigration est codée 1 si l’un des parents de la personne interrogée est né à l’étranger et 0 sinon.

– La variable « n’aimerait pas avoir des voisins des immigrés ou des travailleurs étrangers » est codée 1 si la personne déclare qu’elle est d’accord avec cette affirmation et 0, sinon. Les autres variables « n’aimerait pas avoir des voisins de “race” différente », « n’aimerait pas avoir des voisins de religion différente » et « n’aimerait pas avoir des voisins parlant une langue différente » sont codées de la même manière.

– La variable « diversité ethnique casse l’unité du pays » a été calculée à partir des réponses individuelles à l’affirmation suivante : « Parlant de la question de la diversité ethnique, avec laquelle des considérations suivantes êtes-vous d’accord ? ». Les réponses se situent sur une échelle, de type Likert, graduée de 1 = « la diversité ethnique casse l’unité du pays » à 10 = « la diversité ethnique enrichit la vie ». Ces réponses ont été recodées de la façon suivante : 1 et 2 = tout à fait d’accord ; 3 et 4 = d’accord avec l’affirmation que « la diversité ethnique casse l’unité du pays » ; 5 et 6 = ni en accord ni en désaccord ; 7 et 8 = d’accord et 9 et 10 = tout à fait d’accord avec l’idée que « la diversité ethnique enrichit la vie ». La variable considérée dans les estimations prend la valeur 1 lorsque la réponse de la personne interviewée se situe entre les niveaux 1 à 4 de l’échelle et 0 sinon.

– La variable « se considère comme citoyen du monde » est codée 1 si la personne est d’accord ou totalement d’accord avec cette affirmation et 0 sinon.

– L’enquête distingue plusieurs modalités pour le niveau d’éducation des personnes interrogées : 1. pas d’études du tout ; 2. enseignement primaire non complet ; 3. enseignement primaire complet ; 4. enseignement secondaire : technique/professionnel non complété ; 5. enseignement secondaire : technique/professionnel complété ; 6. enseignement secondaire 2^e cycle (lycée) non complété ; 7. enseignement secondaire 2^e cycle (lycée) complété ; 8. enseignement universitaire non complété ; 9. enseignement universitaire complété. Les variables faible éducation et éducation élevée correspondent respectivement aux niveaux 1 à 6 et niveau 9.

Le niveau des revenus des personnes interrogées est basé sur les réponses à la question : Voici une échelle de salaires dans laquelle 1 correspond au « plus bas niveau de revenu » et 10 au « plus haut niveau de revenu » au Maroc. Prière nous indiquer à quel groupe de revenus appartient votre foyer. Veuillez spécifier le numéro approprié en prenant en compte tous les salaires, allocations, pensions et autres revenus du foyer (un seul code). Dans notre étude, les variables faible revenu et revenu élevé sont associées respectivement aux valeurs 1 à 4 et 8 et 10 de l’échelle.

Références

- AFOLAYAN Adejumo (2009), *Migration in Negeria: A Country Profile 2009*, Organisation internationale pour les migrations (OIM), Genève, Suisse.
- ASSOCIATION MAROCAINE DES DROITS HUMAINS, AMDH (2013), *Rapport parallèle au premier rapport du Maroc sur la mise en œuvre de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille*, avril, Rabat, Maroc.
- BALLO Moïse (2009), *Migration au Mali: profil national 2009*, Organisation internationale pour les migrations (OIM), Genève, Suisse.
- BEINE Michel, DOCQUIER Frédéric et SCHIFF Maurice (2008), «International Migration, Transfers of Norms and Home Country Fertility», *IZA Discussion Papers*, n° 3912, Institute for the Study of Labor (IZA).
- BOURDIEU Pierre (1973), «L'opinion publique n'existe pas», *les Temps modernes*, n° 318, p. 1292-1309.
- DE HAAS Hein (2007), *le Mythe de l'invasion Migration irrégulière d'Afrique de l'Ouest au Maghreb et en Union européenne*, International migration institute, Université d'Oxford, Royaume-Uni.
- MARFOUK Abdeslam (2013), «Préjugés et fausses idées sur l'immigration et les immigrés, vecteurs de discrimination en matière d'accès à l'emploi», *MPRA Paper*, n° 47899, University Library of Munich, Germany.
- NGOIE Germaine et LELU David (2010), *Migration en République démocratique du Congo: profil national 2009*, Organisation internationale pour les migrations (OIM), Genève, Suisse.
- OCDE (2010), «Opinions publiques et immigration : attitudes individuelles, groupes d'intérêt et media», in *Perspectives des migrations internationales*, partie III, Paris.
- PARSONS Christopher R., SKELDON Ronald, WALMSLEY Terrie L., WINTERS Alan L. (2005), *Quantifying the International Bilateral Movements of Migrants*, Development Research Centre on Migration, University of Sussex, United Kindgom.
- PISON Gilles (2010), «Le nombre et la part des immigrés dans la population : comparaisons internationales», in *Population et sociétés*, n° 472, novembre, p. 1-4.
- SOME Aymar Narodar (2009), *Migration au Sénégal: profil national 2009*, Organisation internationale pour les migrations (OIM), Genève, Suisse.